

Etablissement public du parc national des Calanques

Décision individuelle

N°2013- 60

Pétitionnaire : Monsieur Christian GUEYRAUD – association « KM 42.195 MARSEILLE »
Nature de la demande : Manifestation publique / sportive
Localisation : Barasse

Le Directeur par intérim de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4-1 et R. 331-19-1;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment le MARCoeur 26 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2012 portant nomination d'un directeur par intérim de l'établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée par Monsieur Christian GUEYRAUD, Président de l'association « KM42.195 MARSEILLE » en date du 5 septembre 2012 ;

Considérant que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

ARRETE

Article 1

L'association « KM42.195 MARSEILLE » représentée par son Président, Monsieur Christian GUEYRAUD, est autorisée à organiser la compétition de trail dénommée le «Trail des eaux vives». La manifestation sportive se déroulera le 8 mai 2013 dans le cœur du Parc national des Calanques, sur le secteur de la Barasse.

Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. l'organisateur devra veiller à limiter le nombre de participants à 200 compétiteurs pour le grand parcours (23 km) et 250 compétiteurs pour le petit parcours (13km);
2. l'organisateur ne pourra procéder à aucun aménagement, défrichement de quelque nature que se soit sur le milieu naturel ;

3. l'organisateur devra veiller à l'enlèvement de tout matériel mis en place par lui dans un délai maximum de deux jours après la manifestation ;
4. l'organisateur veillera à éviter tout abandon de déchets par les participants et le public, et assurera le nettoyage complet des lieux à l'issue de la manifestation ;
5. l'organisateur veillera à ce que les participants adoptent un comportement respectueux des patrimoines naturel et – le cas échéant – culturel ;
6. l'organisateur devra respecter les parcours communiqués dans sa demande d'autorisation ;
7. les participants devront respecter les itinéraires et ne devront pas quitter les sentiers balisés pour la manifestation;
8. les installations nécessaires au trail ne doivent en aucun cas entraver l'accès pédestre aux sites de la zone du cœur de Parc national;
9. les participants devront être tenus informés que la randonnée se déroule dans le cœur Parc national des Calanques et des comportements respectueux qui s'imposent, notamment vis-à-vis de la flore et de la faune;
10. l'organisateur s'engage à ne produire aucun bruit de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux ;
11. l'organisateur devra informer les encadrants, lors des réunions préparatoires, sur la réglementation en vigueur et les comportements à adopter par les participants lors de la manifestation.

Article 3

La présente autorisation est délivrée pour le mercredi 8 mai 2013.

Article 4

Le non respect de l'un de ces articles pourra entraîner le refus de nouvelles autorisations pour des demandes ultérieures de ladite association.

Article 5

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations de l'association « KM42.195 MARSEILLE » et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation.

Article 6

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 3 mai 2013,

Le Directeur par intérim de l'établissement
public du Parc national des Calanques,



Benjamin DURAND

Copie : - Préfecture des Bouches-du-Rhône
- Conseil Général des Bouches-du-Rhône
- Base de Défense Marseille-Aubagne

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.